Deuxième Année. — Numéro 357. CINQ CENTIMES Mardi 22 Décembre 1896

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	18 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Desurmont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ANNONCES
ON REÇOIT LES ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 29, Rue de Fives.

Les Députés Socialistes aux Cultivateurs

Le Groupe Socialiste de la Chambre des Députés adresse aux Cultivateurs l'appel suivant :

CITOYENS,

Pendant que se succèdent les gouvernements opportunistes et réactionnaires vos souffrances s'aggravent; et il apparaît de plus en plus que les dirigeants ne peuvent pas ou ne veulent pas vous aider.

M. Méline, qui vous a si longtemps leurrés de vaines promesses, ne peut aujourd'hui que constater votre détresse croissante ; il ne peut ni trouver ni même chercher un remède. Pris entre les grands banquiers et spéculateurs du centre, et les grands propriétaires de droite, il ménage, par d'évasives paroles, les éléments contradictoires de sa majorité ; et il est incapable de sauver la production agricole, incapable de défendre la démocratie paysanne.

L'heure est venue pour les travailleurs de la terre, pour les petits fermiers, les petits propriétaires, les métayers, les journaliers, les valets de ferme, de se sauver enfin eux-mêmes, en formulant leur programme, en dressant le cahier de leurs revendications.

A coup sûr, travailleurs du sol, tant que le régime social ne sera pas transformé, tant que les deux tiers du sol appartiendront à la grande propriété oisive et à la finance comme presque toute la production industrielle est monopolisée par le grand capital, il ne sera pas possible de guérir entièrement vos souffrances ; il sera possible seulement de les soulager.

Le parti socialiste vous convie donc à une œuvre double. Il vous invite d'abord à préparer avec lui une société nouvelle où ceux qui travaillent pourront jouir enfin des fruits de leur travail, au lieu d'être spoliés tous les jours par la rente du sol, par l'usure, par l'hypothèque, par l'agiotage, par l'impôt.

Il vous invite aussi à préparer avec lui les réformes immédiates qui allégeraient un peu votre fardeau en attendant la complète délivrance.

C'est dans ce but que les élus socialistes ont décidé d'ouvrir à la Chambre, aussitôt après le vote du budget, un débat d'ensemble sur la crise agricole. Nous voulons signaler le mal, ses causes profondes, ses remèdes. Nous voulons obliger le gouvernement responsable, ou à apporter enfin des solutions décisives ou à avouer sa misérable impuissance.

Pour que ce débat ait toute sa portée et toute sa force, nous prions les paysans de France d'y prendre part avec nous ; nous les prions de nous envoyer tous les renseignements, tous les documents qui peuvent rendre notre discussion plus solide et nos conclusions plus certaines. Nous précisons dans le questionnaire qui suit cet appel les points principaux sur lesquels il nous serait utile de recevoir des informations exactes.

Que partout donc les militants socialistes fassent comprendre à la démocratie paysanne l'importance du débat qui se prépare, et que les travailleurs du sol répondent à notre appel. Que la France paysanne, si longtemps dupée, se réveille enfin et que la force de sa revendication brise l'égoïsme des dirigeants.

Vive la France paysanne! Vive la République sociale !

JAURÈS, E. BAUDIN, ANTIDE BOYER, CALVINHAC, CARNAUD, THIERRY-CAZES, CHAUVIÈRE, CHAUVIN, COUTANT, COUTURIER, GABRIEL DEVILLE FRANCONIE, GÉRAULT-RICHARD, PASCHAL GROUSSET, JULES GUESDE, CLOVIS HUGUES, JOURDE, LAVY, MILLERAND, ROUANET, SAUVANET, MARCEL SEMBAT, VAILLANT, PIERRE VAUX, RENÉ VIVIANI, WALTECK.

***

A cet éloquent appel qui sera certainement entendu des dupes des Méline et consorts, le groupe socialiste de la Chambre joint le questionnaire suivant que nous prions nos amis du Nord et du Pas de Calais d'étudier avec soin pour y répondre avec fruit.

QUESTIONNAIRE

1° Quelle est, dans votre région, la marche de la production ? Y a-t-il eu, depuis dix ans, progrès de la production à l'hectare ? Quelle a été la marche des prix depuis dix ans pour les divers produits ?

2° Le machinisme agricole s'est-il développé récemment ? Quelles sont les principales machines agricoles employées dans votre région ? Quel est le nombre de bras rendu inutile par chaque machine ?

3° Quel est le mouvement d'émigration vers les villes ?

4° Quelle est la proportion de la grande et de la petite propriété ? Y a-t-il progrès de la grande propriété aux dépens de la petite, ou de la petite aux dépens de la grande ? Y a-t-il des entreprises agricoles par actions ?

5° La petite propriété est-elle endettée et hypothéquée ?

6° Quelle a été la marche suivie depuis vingt-cinq ans par les fermages ?

7° Quel est le salaire des ouvriers agricoles ? Quels sont leurs chômages ? Y a-t-il eu hausse ou baisse des salaires depuis dix ans ? Et quelle en est la cause ?

8° Y a-t-il des syndicats agricoles ? A quelles opérations d'achat, de vente ou de production se livrent-ils ? Comment sont-ils constitués ? Sont-ils des syndicats de propriétaires ou des syndicats d'ouvriers agricoles ?

9° Y a-t-il des coopératives agricoles et comment fonctionnent-elles ?

10° Quels sont les rapports des cultivateurs avec les industries qui consomment leurs produits ? (betteraviers et fabricants de sucre, vignerons et fabricants de champagne, etc., etc.)

11° La propagande socialiste a-t-elle commencé à s'exercer dans votre région ? Quels fruits y a-t-elle portés ? A quelles objections se heurte-t-elle ?

Nous n'avons pas besoin d'expliquer ici à nos amis l'intérêt capital qu'il y a pour notre propagande et pour notre parti à répondre au questionnaire qui précède. En le faisant, ils documenteront les députés socialistes en faveur des travailleurs de la terre qui se débattent contre des difficultés chaque jour plus inextricables et que les opportunistes leurrent avec un cynisme révoltant.

Comme le disait hier, Maurice Allard, dans la *Lanterne*, nos amis de la Chambre se sont chargé de disséquer le maigre carcasse du « Père de l'Agriculture » — *alias* Méline. Il importe de les armer solidement pour cette besogne qui montrera le vide, l'inanité de la politique opportuno-cléricale. A l'œuvre donc, — et tout de suite !

***

Les réponses au questionnaire ci-dessus et toutes les communications relatives à la situation de l'Agriculture dans notre région, doivent être adressées au citoyen René VIVIANI, député, à Paris.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

INTÉRIEUR

LES OUVRIERS DES PORTS

Paris, 20 décembre

L'amiral Besnard laisse se commettre ou se perpétuer toutes sortes d'abus et de mesures vexatoires envers les ouvriers dérisoirement salariés des ports de guerre.

C'est ainsi que les directions des constructions navales viennent, par ordre, de lancer une circulaire prescrivant aux chefs de sections de signaler les noms des ouvriers dont les femmes tiennent en ville un débit de boissons, afin qu'ils ne puissent être appelés à l'avancement en grade.

Pourquoi le personnel ouvrier ne serait-il pas libre d'exercer, en dehors de l'arsenal, un petit commerce dont le produit peut l'aider à nourrir le plus souvent une nombreuse famille ?

D'autre part, des plaintes absolument justifiées parviennent au ministère contre les entraves ridicules mises par les gardes-consignes à l'introduction dans l'enceinte des chantiers de certaines denrées apportées chaque matin par les ouvriers.

On va même jusqu'à interdire stupidement l'entrée du lait, alors que cet aliment est ordonné par le service médical au personnel des travaux insalubres!

L'attention des préfets maritimes va être appelée, nous assure-t-on, sur cette violation du règlement général.

TENTATIVE DE PARRICIDE

Clermont-Ferrand, 20 décembre.

Samedi soir, à Saint-Ours-les-Roches, un jeune homme, nommé Barbecot, à la suite d'une discussion violente avec son père, a frappé celui-ci de coups de couteau et s'est tué ensuite.

L'état du père est très grave, mais non désespéré.

Le fils Barbecot avait une mauvaise conduite. Ses parents sont estimés.

LE PETIT MARTYR DE LA RUE VANEAU

Paris, 20 décembre.

La veuve Grégoire a choisi pour défenseur Me Felician Paris et la femme Françoise Deshayes Me Lagasse.

Quant à Grégoire, aucun avocat ne s'est présenté pour solliciter sa défense. Ceux à qui on l'a proposé ont énergiquement refusé. On lui désignera d'office un défenseur.

Les perquisitions d'hier ont révélé quelques détails nouveaux, dont l'accusation pourra tirer un utile parti. C'est ainsi que depuis deux semaines, Grégoire et sa compagne tenaient leurs fenêtres et leurs portes soigneusement calfeutrées, afin d'empêcher les voisins d'entendre ce qui se passait chez eux.

Un fichu de laine ayant servi à envelopper le bébé martyr et rapporté de la rue Vaneau par Grégoire a été trouvé sur l'un des enfants de la femme Deshayes : les magistrats l'ont saisi.

Eugène et Maurice sont maintenant à l'infirmerie du Dépôt. Les deux enfants se montrent très affectés : l'un d'eux a raconté que la veille de l'arrestation, ayant demandé à grand'mère ce qu'était devenu le petit Pierre, la veuve Grégoire lui aurait répondu : « Ça ne te regarde pas! Si on te demande où il est, tu diras qu'on l'a emmené à la campagne. »

Il est plus que probable qu'il n'y aura pas d'instruction aujourd'hui dimanche.

LA LICENCE ÈS-SCIENCES

Paris, 20 décembre.

Le ministre de l'instruction publique informe les autorités académiques qu'il autorise une session extraordinaire pour l'obtention de la licence ès science.

Cette session s'ouvrira dans les Facultés en mars-avril 1897.

Seront seulement admis à y prendre part les étudiants inscrits avant le 1er novembre dernier.

ÉTRANGER

LA NATIONALISATION DES CHEMINS DE FER

Zurich, 20 décembre.

Le comité d'initiative pour la nationalisation des chemins de fer a constaté la rentrée de 53,400 signatures et a décidé après une longue discussion, de ne pas les remettre au Conseil fédéral. Le comité considère encore l'expropriation comme le moyen le plus pratique ou pour mieux dire, le seul pratique de mettre le peuple suisse en possession dans des conditions raisonnables du réseau des chemins de fer.

Il renonce toutefois à remettre les signatures afin de ne pas préjudicier la question. Cette décision sera communiquée au Conseil fédéral. Le comité reste en fonctions, prêt à reprendre l'action si cela devient nécessaire.

ACQUITTEMENT D'UN SOCIALISTE

Rome, 20 décembre.

La cour d'assises a jugé mardi le gérant du journal socialiste *Galeotto* accusé de lèse-majesté pour la publication d'un article jugé offensant pour la personne du roi. L'affluence du public était considérable.

Malgré les efforts du ministère public et du président, le jury rendit un verdict négatif, et l'accusé fut acquitté au milieu des applaudissements frénétiques de l'auditoire.

LA CONTAGION SOCIALISTE

Les journaux modérés raillent fort l'exubérence de l'action socialiste. Pensez donc ! En un seul dimanche, conférences de Gérault-Richard à Guise, de Jaurès à Saint-Quentin, de votre serviteur à Troyes, sans parler des réunions ordinaires ou extraordinaires que nos camarades tiennent dans leurs circonscriptions.

Riez, mes amis ! Rira bien qui rira le dernier. Pour nous, c'est avec une satisfaction profonde que nous voyons la propagande socialiste se multiplier ainsi sur tous les points du pays.

Quel est donc, en effet, le grand, j'oserai dire le seul péril qui menace le parti socialiste? C'est d'être méconnu, parce qu'il serait insuffisamment connu. C'est de laisser le champ libre à ses adversaires qui s'efforcent d'éveiller contre lui la peur, l'absurde peur qui ne raisonne pas, se bouche les oreilles et fuit.

Or, pour échapper à ce péril, il n'est qu'un moyen, c'est d'entrer en communication incessante avec le public. La calomnie ne se lasse pas, ne nous lassons point plus qu'elle, sans relâche frappons sur le même clou ; il faudra bien qu'il finisse par pénétrer dans les caboches.

Et ce n'est pas à nos amis que nous songeons quand nous organisons de grandes réunions publiques où les assistants se comptent par milliers. Notre parti n'est pas une société d'admiration mutuelle mais une école de propagande et d'instruction. C'est moins aux militants déjà convaincus que nous faisons appel qu'à la foule des indifférents, voire des adversaires. Nous les convions à venir écouter nos raisons, entendre préciser nos doctrines, prendre la parole, s'il leur plaît, pour les réfuter.

Quelle joie, quand, comme à Troyes, l'autre jour, le conférencier peut apercevoir au milieu de son auditoire des citoyens qui, visiblement, ne sont pas encore convaincus, curieux peut-être, mais défiants aussi. Il parle alors avec un redoublement d'énergie, d'ardeur, car il sent que le grain qu'il sème à pleine volée, part pour une terre prête à le recueillir, à le rendre dans quelques semaines ou dans quelques mois en beaux et drus épis.

C'est en sortant, dimanche, de la conférence de St-Quentin, que nos amis reçurent de la bouche de cultivateurs des environs, accourus pour les entendre, le conseil, suivi dès le lendemain, de déposer à la Chambre une demande d'interpellation qui permettrait d'instituer un vaste débat sur la crise agricole et sur les moyens que proposent les divers partis d'y mettre un terme.

Ainsi fut fait, et jamais pavé lancé dans une mare aux grenouilles n'y produisit tant d'émoi que dans les maris du Centre l'annonce de cette interpellation.

C'est donc vrai ! Le parti socialiste affiche la prétention de prendre en main la cause des travailleurs agricoles ! Il ne lui suffit pas de la clientèle des ouvriers des villes. Voilà qu'il ose s'adresser à ces agriculteurs dont le vote paraissait, à la majorité opportuno-réactionnaire, un bien sur lequel nul hors elle et ses amis ne pouvait avoir l'insolente prétention de porter la main.

Eh oui ! Messieurs les grands propriétaires fonciers, protecteurs patentés — nous savons comment et pourquoi — des grosses exploitations agricoles, il faut vous faire à cette idée que les petits travailleurs de la campagne échapperont à votre humiliant et coûteux patronage comme leurs camarades de l'industrie se sont soustraits à celui de leurs grands patrons.

Le socialisme est l'initiateur des uns comme des autres dans cette voie d'émancipation. Tous ceux qui souffrent des abus de la société actuelle se tournent vers lui comme vers leur seul espoir de salut.

Hier encore, c'étaient des syndicats de petits commerçants dont le groupe socialiste de la Chambre recueillait les doléances. Par une insensible marche, les bataillons des exploités de toute condition, de toute catégorie se rapprochent peu à peu. Demain, ils auront fait leur jonction. Ils seront invincibles alors parce qu'ils seront le droit et la force.

C'est l'honneur du parti socialiste de travailler sans relâche à cette union nécessaire. Tous ses actes, toutes ses manifestations à l'extérieur comme à l'intérieur du Parlement tendent à ce but.

Et si nos adversaires affectent de plaisanter, c'est qu'ils se souviennent, j'imagine, du mot de Beaumarchais qui, à la veille aussi d'une Révolution « se hâtait de rire de tout, de peur d'être obligé d'en pleurer. »

A. MILLERAND,
Député de la Seine.

REVUE DE LA PRESSE

LES ÉLECTIONS DE PARIS ET DE NEUILLY

Sous le titre « Programme et Attitudes », Paul Brousse examine dans le premier Paris de la *Petite République* la situation électorale dans la circonscription de Neuilly-Boulogne et du XIXe arrondissement de Paris :

— A Neuilly-Boulogne, dit il, l'ennemi, c'est Rigaud. Rigaud, qui outre l'ultramodérantisme de ses opinions a le cynisme d'introduire dans nos mœurs électorales les procédés plutocrates des pires politiciens d'outre-mer. A défaut d'une loi protectrice de la liberté des citoyens, d'un texte qui garantisse à chaque électeur le droit de connaître et de lire les déclarations, les affiches des candidats briguant leurs suffrages, il est urgent que toute la démocratie se lève contre l'homme qui fait cette insulte à une circonscription française de la traiter en bourg pourri anglais.

Là, donc, le devoir du désistement s'impose, et leur concours, à tous les candidats, en faveur du citoyen Lefèvre. La logique républicaine l'exige des républicains sincères et les motifs d'honnêteté le réclament de tous. Une raison encore sollicite les socialistes, l'adhésion du citoyen Lefèvre au programme minimum acclamé au banquet de Saint-Mandé.

Dans le XIXe arrondissement deux candidats restent en présence, le citoyen Girault candidat de l'*Intransigeant* à qui Paul Brousse reproche le « vague » de son socialisme et le citoyen Brunel, collectiviste, pour qui se sont déistes notre ami Serre et les citoyen Turot et Devron, collectivistes aussi mais moins favorisés au premier tour de scrutin.

— Ayant voté dimanche dernier en majorité pour le programme de Brunet, les électeurs, conclue Paul Brousse ne sauraient accorder, dimanche prochain, le plus grand nombre de leurs suffrages au citoyen Girault, le chargeant ainsi de défendre le programme auquel, — formellement, — il a refusé d'adhérer.

***

L'ÉLECTEUR DES AGRICULTEURS

M. Camille Pelletan constate dans l'*Eclair* que M. Méline « n'est plus agricole pour un sou ».

— « Pleurez divinités des vignes, des guérets et des grands héritages ! — C'en est fait ! Votre grand prêtre vous ruine... »

Et Pelletan prouve son assertion :

On assure aux sucres des primes nouvelles, des avantages nouveaux. A qui doivent aller ces avantages et ces primes? Aux raffineurs, à ce groupe richissime de puissances financières, ou bien aux cultivateurs qui produisent la betterave? C'est M. Méline, oui, M. Méline en personne, qui s'arrange pour que pas un centime de bénéfice n'aille, la première année, aux paysans, et que les raffineurs seuls en profitent.

Par quel procédé ? Le voici : il est très simple. M. Méline veut ajourner la discussion de la loi au mois de janvier, après le retour des Chambres. Or, c'est en ce moment que les achats se font. Qu'en résultera-t-il ? C'est que le cultivateur vendra ses betteraves sous le régime antérieur, sans bénéficier en rien de la modification proposée : tandis qu'elle sera réalisée, quand le raffineur vendra le sucre qu'il aura tiré des produits achetés sous l'empire de la vieille législation.

On s'est ému ; on a dit : « Il faut que les Chambres votent sur le projet avant de se séparer. » Jaurès a fait valoir la raison décisive que j'indique. Quel ennemi de l'agriculteur s'est alors levé pour combattre la proposition ? M. Méline en personne. C'était à n'en pas croire ses yeux ni ses oreilles.

La majorité, bien entendu, a suivi M. Méline, qui se prononçait contre l'intérêt contre les droits des cultivateurs, pour l'ajournement, laissant aux gros acheteurs de betteraves, la première année, tout le bénéfice de la loi proposée. Et cela après ce qui s'est passé pour l'impôt sur le revenu !

Ah ! monsieur Méline ! On vous appelait le père de l'agriculteur. Vous n'en êtes plus que la belle mère !

En voilà assez pour justifier l'appel que le groupe socialiste de la Chambre adresse aux Agriculteurs et que nous publions plus haut.

***

LES ABBÉS SOCIALISTES

Y en a-t-il ? Oui s'il faut en croire l'*Autorité* Au sujet de l'élection qui doit avoir lieu à Brest en remplacement de feu d'Hulst, la feuille de M. Paul de Cassagnac fulmine contre l'abbé Gayraud qu'une réunion d'électeurs a choisi comme candidat. Ce choix surprend d'autant plus l'*Autorité* que l'abbé Gayraud est patronné par l'abbé Lemire, député du Nord, à qui le journal parti-ste reproche amèrement certaine lettre qu'il reproduit et où nous lisons :

... *Il faut tendre vers l'impôt personnel et progressif*, si l'on veut s'acheminer non vers un impôt facile, mais vers un impôt juste. Impôt égal ne veut pas dire impôt équitable.

Je sais que là-dessus il y a chez nous des divergences inspirées par des appréhensions peut-être légitimes. *Mais je ne crois pas que le programme progressiste, même avec l'impôt sur le revenu, nous puisse être interdit.*

Que pensent de cette lettre de M. Lemire, la *Croix du Nord*, la *Dépêche* et le *Journal de Roubaix* ? Nous serions curieux de savoir leur opinion. Diront-ils, avec l'*Autorité*, que « ce serait faire injure à MM. Freppel et d'Hulst de les remplacer par un abbé socialiste ! »

PROFILS

M. ADAM

Député de Boulogne

M. Adam, qui a questionné le ministre de la guerre au sujet de la mort du cavalier Duquesnoy, du 4e régiment de cuirassiers, est député depuis 1889. Si cela vous renseigne insuffisamment, j'ajouterai que M. Adam représente la première circonscription de Boulogne où il était banquier. Peut être même l'est-il encore. En tout cas je peux vous dire que le député du Pas de Calais est un homme de physique agréable avec une courte moustache qui pourrait être celle d'un officier de cavalerie et des cheveux en brosse qui pourrait appartenir à tout le monde, puisque aussi bien ce genre de coiffure n'est pas le monopole de telle ou telle catégorie de citoyens. M. Adam a des yeux doux, le nez droit et le menton grassouillet. Il est rallié ; c'est un parlementaire peu bruyant et un homme heureux.

Non pas qu'on l'ignore totalement à la Chambre. On l'a déjà vu à la tribune et on l'a rencontré plus d'une fois dans les commissions. Ici et là, il a fait entendre de courtes harangues ou présenté de brèves observations. Présentement, il se borne à donner tout son concours au cabinet Méline, qu'il définit à l'instar de la plupart de ses collègues de droite, le cabinet conservateur par excellence. M. Barthou l'inquiétait bien un peu à l'origine, à cause de certaine déclaration où il était dit qu'un ministère républicain ne saurait accepter l'appui de M. Mackau.

Mais M. Adam a eu depuis cette déclaration de nouveau à examiner de reprendre confiance, et il espère bien que le cabinet qui confisque la liberté de réunion finira par rétablir les processions, en vertu même du système du philosophe Azaïs. Aussi, vit il dans la tranquillité la plus parfaite. S'il pose une question au ministre de la guerre, ce n'est pas le moins du monde pour le tarabuster. C'est simplement pour qu'un député de l'opposition ne grelle pas sur cet incident un débat orageux. Et M. Adam, qui est plein d'optimisme, trouve que tout est pour le mieux dans la meilleure des Républiques réactionnaires. Le député de Boulogne aura trente-huit ans aux prochains marrons glacés.

NICK.

Çà & Là

LES PIGEONS VOYAGEURS

La Cour de cassation vient de rendre un arrêt qui ne laisse pas de soulever quelque émotion dans le monde des colombophiles. Elle vient de décider que les pigeons voyageurs ne sauraient être rangés dans la catégorie des « oiseaux utiles ».

On sait que les préfets ont depuis quelques années pris de nombreux arrêtés assimilant les pigeons voyageurs aux oiseaux dont la destruction est interdite, et cette décision semblait généralement acceptée, lorsqu'à la suite de plusieurs réclamations, la Cour suprême est venue déclarer illégal en quelque sorte les arrêtés préfectoraux.

Cet arrêt n'accorde, en effet, aux pigeons voyageurs que la protection qui est due à tout animal de basse-cour ; chacun a le droit de les tuer, à la condition d'indemniser le propriétaire. En d'autres termes, chacun pourra désormais se passer la fantaisie de mettre, sans qu'il lui en coûte plus d'un franc cinquante, un pigeon voyageur en salmis.

En droit, la Cour de cassation a peut-être raison, mais il n'en subsiste pas moins que les pigeons dressés en vue du transport des dépêches ne sauraient être assimilés à ceux de leurs congénères qu'engraissent des propriétaires avant de les porter tout plumés au marché.

On se souvient de l'émotion que souleva à la Chambre, il y a quelques mois, la nouvelle d'un lâcher de pigeons effectué par une société colombophile anglaise, dans le port de Cherbourg. Il y eut même une interpellation de notre ami Jourde à ce sujet, et M. Barthou, qui était déjà — hélas ! — ministre de l'intérieur, daigna répondre de la façon la plus sérieuse à l'interpellateur et fournir des explications détaillées à la Chambre.

M. le ministre de l'intérieur exprima le regret d'être insuffisamment armé par la législation pour pouvoir prévenir et réprimer les faits que lui signalait le citoyen Jourde. Il ajoutait que la réglementation des sociétés colombophiles lui paraissait indécise et insuffisante et promettait d'aviser. Depuis, la pensée de M. Barthou s'est égarée et son activité s'est appliquée à d'autres causes. Nous lui accorderons pourtant que ses préfets ont fait de leur mieux pour protéger les pigeons-voyageurs et préparer la loi qu'on est en droit d'attendre.

La Cour de cassation déclare aujourd'hui que les préfets ont eu tort et que tout chasseur peut tirer sur ces pigeons comme sur une poule. Le moment est peut être venu pour le ministre de l'intérieur de tenir sa promesse et de demander au Parlement de modifier et de compléter une législation dont il déplorait lui même les lacunes.

CHRONIQUE

LE PERROQUET

En 1870, au tragique mois d'août, Sedan invisible déjà approchant, j'étais à Rochefort, au voisinage de la grotte de Han sur Lesse, en vacances. Toutes les âmes étaient hantées par les catastrophes flottantes de la terrible guerre. Il y avait là un médecin, « homme d'âge », qui ayant soigné l'hirsute prince Pierre Bonaparte durant ses séjours aux lieux les plus sauvages de l'Ardenne, tenait pour l'Empire crouleant et croyait à son triomphe. Il vous abordait et vous disait dans l'oreille :

Ça va bien, ça va bien ! Car il prétendait avoir des tuyaux sur ce qui se passait là-bas, à l'armée de Mac-Mahon, sur la Meuse. Septembre débutant, ceux qui travaillaient sur les hauts coteaux de la chapelle Lorette, entendirent dès l'aube le bruit sourd et très lointain du canon. Dès dix heures on voyait défiler dans l'azur de cotonneux nuages, d'aspect singulier, venant du Sud, les fumées tragiques de la bataille. Le soir quelques fuyards, sur des chevaux éreintés, aux flancs ensanglantés par l'éperon arrivaient en racontant le désastre. Le vieux docteur fut surpris par l'un d'eux au moment où il disait encore : « Ça va bien, ça va bien. » O naïve, aveugle, confiante puissance des illusions !

Il y a aussi une histoire de perroquet. « Un beau navire à la riche cargaison » partait pour les Indes, pour le pays d'Ophir et le royaume de Cathay, là-bas loin vers l'Orient, par-delà le cap de Bonne-Espérance. A bord un nombreux équipage, un capitaine gaillard et d'heureux passagers. Un perroquet aussi. Et durant les premiers temps de la traversée, comme le perroquet semblait avoir des dispositions à l'éloquence, on s'amusa à le faire parler.

Le ciel était pur, la mer était belle, la brise soufflait de l'arrière, tout était pacifique et d'heureux présage. On lui fit dire : Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! Et sous le firmament sans nuages, l'oiseau vert et rouge et gris criait dans les agrès où il se suspendait de ses pattes charnues : « Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! »

On alla comme ça vers les Açores, on doubla les îles Canaries, on vit au lointain Sainte-Hélène... L'éducation du perroquet s'achevait, et tout au long du jour, dans les soutes des marines, sous le soleil ardent, il criait de plus en plus fort : « Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! »

Cependant on approchait du cap des tempêtes et de gros nuages capitonnèrent l'horizon. Les vagues se gonflèrent sous le souffle des aquilons. Le navire roula de tribord sur babord, de babord sur tribord, et tangua de la poupe à la proue, de la proue à la poupe. Les passagers devinrent soucieux et l'équipage peina. Le perroquet sur la dunette, se dandinant flegmatiquement criait toujours : « Le vent est bon, — nous nous faisons route, — le voyage sera court, tout va bien ! »

Le capitaine veillait près du timonnier. Tout à coup vers lui accourut le contremaître clamant : « Une voie d'eau ! » On se précipita aux pompes. Aux sons cadencés d'une chanson lugubre on fit manœuvrer les bringueballes. Les passagers furent requis de relayer les matelots. La nuit était venue et avec elle les terreurs. On sondait d'heure en heure, mais l'eau montait dans les cales. Juché sur un des montants de l'appareil d'où jaillissait le flot extrait des flancs du vaisseau, le perroquet criait plus fort : « Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! »

Il fallut se résigner à sombrer. La lutte devenait inutile. On cessa de pomper et chacun songea à son salut. Le navire semblait sucé par un monstre invisible. Chacun chercha un dernier secours. Les uns se battirent pour les canots. Les autres se disputèrent des barriques vides ou des espars. Avec un grand bruit sourd, on engouffra. Le perroquet vola sur une vergue et cria avec frénésie : « Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! »

Le voilà flottant sur l'immensité océanique. On entend des appels au secours et des gémissements. Il s'accroche à un bâton que les vagues houspillent. De grands oiseaux de proie voltigent autour de la catastrophe. L'un d'eux, serres étendues, bec ouvert, fond sur le pauvre perroquet et le happe pendant qu'il crie encore : « Le vent est bon, — nous faisons route, — le voyage sera court, — tout va bien ! »

Amis, cette parabole est l'image des partis conservateurs. Elle symbolise leur sotte confiance et leur destinée prochaine. Retenez-la, amis, parce qu'elle montre aussi vos espérances.

Voyez ces inconscients. Lisez leurs journaux. Là, sont des perroquets à qui ils ont appris à dire imperturbablement chaque jour. « Le vent est bon, — soyons sans crainte, — tout va bien, tout va très bien ! De malheureux gagistes à leur solde exposent que le ciel est serein, que le Socialisme s'en va, que « le parti de l'ordre » se fortifie, que n'étaient quelques meneurs bruyants la paix capitaliste régnerait sur la terre, qu'avant peu la classe ouvrière sera domptée et apprivoisée, que tout annonce d'heureux jours pour messieurs les propriétaires, messieurs les millionnaires et mesdames leurs épouses.

Ils ont vu l'ouragan qui leur a imposé le Suffrage Universel. Ils ont vu la tempête qui a fait entrer à la Chambre cinquante socialistes, comme un coup de mer plombant et balayant le pont. Qu'importe ? Leurs gardiens proclament que tout va bien, et les voilà tranquilles. Ils voient la propagande socialiste s'abattre sur le pays comme un vent d'Apocalypse. Ils voient les idées de justice monter partout comme des vagues irritées, gagner les foules, gagner l'armée, heurter de leur troupeau turbulent les flancs de la vieille coque chargée de leurs institutions surannées. Qu'importe ! qu'importe ! leurs plumitifs, leurs appointés écrivent que tout va bien, très bien, fort bien, parfaitement bien, et ils dorment sur les deux oreilles.